

# Amazon accusée de discrimination envers les Palestiniens

La société offrant des livraisons gratuites pour les colonies de peuplement illégales en Cisjordanie occupée.



AMAZON est accusée de discrimination car elle offre d'effectuer ses livraisons gratuitement pour les colons illégaux en Cisjordanie occupée, mais pas pour les Palestiniens qui y habitent.

La pratique a été découverte par le *Financial Times* alors qu'il entraînait des adresses d'implantations illégales dans le portail de livraisons du détaillant en ligne mondial.

Le site web d'Amazon offre des livraisons gratuites de

commandes, en précisant : « *Si votre adresse de livraison se trouve en Israël, si vos articles sont éligibles et si votre commande totale atteint le seuil minimum de livraison gratuite de \$ 49 dollars (45 €) ».*

Mais quand l'adresse pour la livraison figure dans les « Territoires palestiniens », alors les clients ne se voient plus offrir de livraison gratuite mais de payer des frais pour un minimum de \$ 24.

Le porte-parole de la société, Nick Caplin, a insisté sur le fait que les clients palestiniens peuvent bénéficier d'une livraison gratuite s'ils entrent leur adresse et choisissent Israël comme pays.

Mais pour l'avocat en droits de l'homme internationaux, Michael Sfar, la politique d'Amazon constitue une « *discrimination flagrante* » sur la base de la nationalité du client.

Le porte-parole d'Amazon a dit également au *Morning Star* que l'accord pour les livraisons gratuites en Israël « *n'inclut pas les Territoires palestiniens parce que nous ne pouvons pas y garantir le niveau élevé du service de livraison sur lequel comptent les clients d'Amazon* ».

« *Cela est dû au fait que les livraisons doivent passer par des réglementations douanières locales et des inspections supplémentaires à la frontière des Territoires palestiniens, de même que les colis doivent ensuite être remis à un autre opérateur local pour la livraison.*

*« C'est une question de logistique, et non le signe d'une quelconque considération différente ».*

Le programme de colonisation expansionniste d'Israël est jugé illégal en vertu du droit international, et il constitue une violation de la Convention de Genève.

On estime qu'il y a 463 000 colons à vivre en Cisjordanie occupée et 300 000 autres à Jérusalem-Est.

Les deux candidats en tête aux élections du mois prochain, le Premier ministre en exercice Benjamin Netanyahu et le dirigeant de l'alliance Bleu et Blanc, Benny Gantz, ont promis l'un et l'autre d'annexer de nouvelles parties de la Cisjordanie, dont la région de la vallée du Jourdain.

Un rapport des Nations-Unies de la semaine dernière, cite 112 entreprises qui profitent du programme pour ces implantations illégales, et parmi elles, Airbnb, Expedia, Opodo et Motorola.

Traduction : BP pour l'Agence Média Palestine

Source: [Morningstaronline](#)